

# **Communes en danger, services publics menacés : en 2026, mobilisons-nous pour la solidarité !**

## **Résolution du Conseil national du PCF – 22 novembre 2025**

Il y a dans les communes de France une vitalité, une solidarité, une richesse sociale et humaine exceptionnelles. Avec les services publics de proximité, les politiques sociales et de solidarité, d'environnement et de lutte contre le réchauffement climatique, les communes et les autres collectivités locales sont des lieux de résistance et de construction d'alternatives indispensables contre le délitement des liens sociaux dont souffrent les habitants et habitantes. Elles sont une protection indispensable et des lieux où peut se décliner l'intervention démocratique de toutes et tous au service du bien commun. C'est pour cela que la mise sous tutelle et l'abandon que les collectivités locales subissent de la part de l'État est à ce point insupportable et néfaste. Avec l'ensemble des élu·es communistes et apparentés nous dénonçons ces attaques injustes et dangereuses pour la population notamment les plus fragiles de nos concitoyen·nes, et nous portons des projets municipaux et inter-communaux répondant aux besoins des habitantes et des habitants. A l'heure où « un grand acte de décentralisation » est avancé, nous affirmons que toute nouvelle étape de décentralisation doit se faire dans le respect des principes d'unité et d'indivisibilité de la République, qui est la condition de l'égal accès de chacune et chacun aux mêmes droits sur l'ensemble du territoire, dans la cohérence entre missions et moyens, et non porter la mise en concurrence et conduire à l'accentuation des inégalités sociales et territoriales.

### **L'austérité : un hold-up sur nos vies !**

Sébastien Lecornu et Emmanuel Macron, aidés par les droites et l'extrême droite, aggravent l'austérité vécue par des millions de salarié·es, de retraité·es, de privé·es d'emplois. L'inacceptable budget 2026 prévoit 8 milliards d'euros pris aux collectivités après les 5 milliards de 2025, ce qui continuerait d'affaiblir considérablement leur capacité d'intervention. C'est un hold-up sur nos vies quotidiennes.

En 20 ans, le désengagement de l'État au détriment des populations représente 82 milliards d'euros pris essentiellement aux communes sur tout le territoire national. Cette asphyxie financière des communes menace la vie de nos concitoyen·nes, de la petite enfance au grand âge, rend la vie toujours plus chère et met à mal la santé, la sécurité, les transports, le logement, la transition écologique, la culture.

C'est d'autant plus inacceptable qu'en parallèle de cette cure d'austérité, des milliards sont budgétisés pour la course à la guerre et les profits des marchands d'armes. Nous réitérons notre dénonciation, avec la plus grande fermeté, des propos inacceptables tenus en ouverture du 107<sup>e</sup> Congrès des Maires par le Chef d'État-Major des Armées.

Au Sénat, à l'Assemblée, dans les régions et départements, métropoles et intercommunalités, dans les municipalités, les élu·es communistes sont partout engagé·es contre ces politiques austéritaires.

Nous avons combattu les effets désastreux de la restriction des moyens des collectivités et de la remise en cause de la libre administration des communes, piliers de la décentralisation. La suppression de la taxe professionnelle, la réduction d'aides à la construction de logements sociaux, la pénurie générale de moyens ont fragilisé l'action solidaire et écologique des communes. Au regard du désengagement de l'Etat,

l'arrivée de l'hiver montre dans toute sa cruauté les dimensions de la pauvreté dans notre pays. Les maires communistes par des actions de solidarité alimentaire et d'accueil sont en première ligne pour protéger, aider, soutenir, soigner et sauver des vies.

### **L'argent existe pour redonner des moyens aux communes**

Ce n'est pas en asphyxiant encore plus les communes que l'État trouvera l'argent dont il s'est privé à force de consacrer l'essentiel de ses ressources à soutenir la rentabilité des grands groupes capitalistes et de financer la dérive militariste au service unique des intérêts de l'OTAN et de l'impérialisme états-unien de ses dirigeants actuels. Les collectivités territoriales assurent 70 % de l'investissement public, leur dette ne représente que 8 % de la dette publique.

Droites et extrême droite ont fait le choix du capital et des plus fortunés, empêchant ainsi la réponse aux besoins du pays. Alors que le patrimoine des plus grandes fortunes a doublé sous les quinquennats d'Emmanuel Macron, atteignant 1200 milliards d'euros, nous l'affirmons : l'argent existe ! La taxe Zucman aurait pu rapporter plusieurs milliards d'euros par an. Les dividendes versés aux actionnaires du CAC 40 - 73 milliards d'euros en 2024 - doivent être taxés. Un contrôle et des critères pour l'utilisation des 211 milliards d'aides publiques aux entreprises (un montant deux fois supérieur aux dotations aux communes) rapporterait également plusieurs dizaines de milliards d'euros.

L'argent doit cesser d'aller aux actionnaires et aux marchés financiers ! Il doit aller aux services publics, à l'emploi, aux salaires, à la formation, à la recherche.

L'État doit redonner des moyens budgétaires aux communes pour leur permettre de répondre aux besoins des habitant·es. Une mise à contribution du stock de capital financier et matériel des entreprises devrait être au cœur d'une nécessaire refonte de la fiscalité locale, redonnant des marges d'action aux collectivités, au lieu qu'elles dépendent des reversements de TVA, impôt le plus injuste, qui doit baisser sur les consommations populaires, tandis qu'une réforme de la fiscalité locale contribuera à la justice fiscale.

C'est en revitalisant l'emploi et la création de richesses dans les territoires que nous reconstituerons la capacité des communes et des autres collectivités territoriales à collecter les ressources fiscales finançant les services publics dont la population a besoin. La création de conseils économiques, sociaux et environnementaux locaux concrétisera la participation de la population, des acteurs économiques et sociaux à la définition, à la mise en œuvre et au contrôle de ces nouvelles orientations.

Pour faire face, tout de suite, aux dépenses immédiates qu'elles nécessitent, les collectivités territoriales doivent avoir accès à un fonds d'avances pour les services publics – 100 milliards dès 2026 – financé par la Caisse des dépôts et consignations en faisant appel, comme elle en a la possibilité, à la création monétaire de la BCE.

Avec Fabien Roussel, maires et élu·es communistes nous appelons à la mobilisation la plus large et nous serons aux côtés de toutes les mobilisations d'elu·es, de syndicats, d'associations citoyennes contre les choix budgétaires actuels.

### **Contre la droite et l'extrême droite, l'innovation communiste pour nos communes**

Dans chaque commune, entre l'austérité qui étouffe et les solidarités qui libèrent, nous appelons nos concitoyen·nes à choisir la voix des élu·es communistes pour refuser le désespoir d'une société libérale qui abandonne et pour innover afin de répondre aux besoins. Pionnières de l'égalité par le droit à la culture, aux loisirs et aux vacances pour chaque habitante et habitant, les municipalités communistes continuent d'agir aujourd'hui pour bâtir des villages et des villes où chacun·e peut vivre dignement.

Avec des politiques audacieuses, nous faisons des services publics, de la solidarité, de l'émancipation humaine et de la démocratie un véritable projet de société. Solidarité entre les générations, entre habitant·es quelles que soient leurs origines, entre grandes villes et villages ruraux, solidarité internationale enfin avec les peuples en lutte pour leur liberté comme le peuple palestinien. Dans un contexte politique de crises et de guerres, nos élu·es et candidat·es agissent pour la sécurité collective et la paix.

Nous sommes en première ligne face à l'extrême droite qui sème la division parmi nos concitoyen·nes et dans les communes alors que tout doit être mis en œuvre pour vivre ensemble, libres, égaux, dans la fraternité. C'est le sens de notre engagement au plus près des habitant·es, dans chaque village, chaque ville, comme dans les métropoles, nous avons su rassembler celles et ceux qui souhaitent travailler ensemble avec des projets de solidarité.

Face à la menace de la droite et de l'extrême droite, et pour répondre aux attentes populaires, nous avons depuis des mois œuvré au rassemblement des partis de gauche et écologistes pour porter ensemble des projets, conserver le plus grand nombre de villes de gauche et permettre des victoires face aux maires de droite ou de droite extrême. À la veille des élections présidentielle et législatives de 2027, les élections municipales de 2026 sont importantes pour ancrer le débat politique au cœur des préoccupations des Français·es et pour permettre de redonner confiance dans l'action politique.

L'élection municipale est un grand moment démocratique qui voit des centaines de milliers de femmes et d'hommes se confronter à des choix concrets pour leurs villes.

Partout dans le pays, au travers de plus de 200 propositions, comme nous le portons dans le document « Contributions des communistes aux projets municipaux des villages et villes pour 2026 », nous proposons d'agir pour mettre en œuvre :

- La démocratie participative
- L'égalité femmes-hommes
- La culture de paix
- La construction de logements, en particulier de logement sociaux
- La santé publique, la lutte contre les déserts médicaux avec l'installation de centres de santé publics
- La sécurité, la police de proximité, la présence de commissariats et de services de prévention et de justice
- La gratuité des transports
- La gestion publique de l'eau et des déchets
- Les politiques de solidarité pour l'accès aux vacances, au sport, à la culture
- L'action pour la petite enfance et la protection de l'enfance
- L'éducation primaire progressiste, laïque et gratuite
- La tarification solidaire des services, des cantines
- Le soutien à la culture
- Le combat contre le racisme, l'antisémitisme et toutes les discriminations

Plus d'elu·es et de maires communistes et une intervention populaire durable pour porter des avancées, c'est une gauche plus forte, à l'offensive pour défendre la commune et les services publics.

## **Construire partout les rassemblements pour gagner !**

À quatre mois du premier tour, dans beaucoup de villes et villages nous sommes d'ores et déjà rassemblé·es et en campagne. Dans les autres communes, nous tendons la main à toutes celles et ceux qui veulent construire avec nous les rassemblements qui permettront de l'emporter.

Nous appelons à poursuivre ce travail engagé par le PCF depuis des mois, pour que dans toutes les villes, tous les villages, des femmes et des hommes fassent le pas de s'engager avec nous pour un rassemblement municipal qui porte la solidarité, la justice sociale, la tolérance.

En 2026, ensemble, faisons des élections municipales un moment de mobilisation populaire pour de nouvelles avancées sociales, écologiques, démocratiques et pour l'égalité des territoires !